

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen a scanné et passé à la reconnaissance de caractère ce texte en juillet 2011. Nous l'avons également féminisé.

Il s'agit d'un chapitre d'un livre collectif intitulé « *Luttes ouvrières* », paru en 1977 aux éditions « Floréal » qui sont liées à la revue d'histoire populaire « *Le peuple français* ».

Il est malheureusement possible, malgré les relectures effectuées, que des coquilles subsistent.

D'autres textes scannés et traduits sont librement téléchargeables sur le site internet du Collectif : <http://ablogm.com/cats/>

L'AUTOMNE ROUGE DE 1947

Janvier 1947. L'accession de Vincent Auriol à la présidence de la République met un terme à deux ans et demi de gouvernement provisoire. Elle va coïncider avec la rupture d'un équilibre précaire établi par trois forces politiques sensiblement égales, qui se sont partagées le pouvoir et ont accepté de coexister pour « Reconstruire la France ».

Au centre, le MRP dominé par la bourgeoisie « bien pensante » (et bien implanté chez les paysans les plus aisés et les inactifs) sert de tampon entre les gaullistes et la gauche. Ceux-là structurent fortement leur organisation le RPF et avec la caution de De Gaulle pensent sérieusement à prendre le pouvoir en écartant la gauche. Celle-ci unie depuis la Résistance, forte de tout l'acquis de la lutte armée, gouverne avec pour objectif de l'heure de « remettre la France sur les rails ». Ministres communistes et socialistes y ont en grande partie réussi grâce à une paix sociale rarement troublée et à l'effort fantastique accompli par les travailleurs/euses pour relever les monceaux de ruines laissés par cinq ans de guerre. Marcel Paul et Maurice Thorez ont en effet donné comme mot d'ordre à la classe ouvrière et plus particulièrement aux 800 000 membres du parti communiste : « Retroussez vos manches ! ».

Inflation et « cadences infernales »

Pourtant l'enthousiasme n'y est plus, le travail est dur, les salaires maigres, les cadences trop rapides particulièrement dans les mines et la métallurgie où l'on a engagé « la grande bataille pour la production ». Plus grave encore, les estomacs sont souvent vides : la nourriture est rationnée, le pain rare et de mauvaise qualité, le café, le sucre, les fruits parfois introuvables.

En juillet 1947, la CGT et le patronat signent un accord sur le salaire minimum fixé à 8 000 francs par mois en région parisienne (soit 42 francs 50 centimes de l'heure). À cette époque le kilo de tomates vaut 33 à 35 francs, le kilo de pain passe au mois d'août à 24 francs à Paris et 28 francs en province.

On pense avec amertume dans les familles populaires que depuis sept ans on a rarement mangé à sa faim. Chez les mineurs, malgré des cadences plus fortes, le niveau de vie s'est même abaissé par rapport à 1937. À la faim s'ajoute partout une grave crise de logement accentuée par les destructions de la guerre et la vague de naissances de 1945-47. La mauvaise humeur succède à la joie de la Libération.

C'est avec aigreur que l'on voit nombre de profiteurs de guerre, de « B.O.F. » (1) enrichis au marché noir et de marchands de canons reconvertis « à la onzième heure » étaler avec arrogance leur opulence de nouveaux riches ; leur passage provoque les commentaires et parfois même dans les banlieues ouvrières, les jets de pierre accompagnent les sarcasmes. « À la libération, on a commis la lourde faute de ne pas éponger tous les bénéfices énormes réalisés du fait de la guerre en France, du fait des travaux faits par l'Allemagne et des commandes faites par elle. Il fallait pratiquer une politique de justice sociale, partir de la table rase ; on ne l'a pas fait ; il sera difficile maintenant de le faire. » (Vincent Auriol). De plus en plus chez les métallos, les mineurs, les dockers, les cheminots, les gaziers, on repense à la grève, à ralentir des cadences qui ne profitent

pas à ceux qui les tiennent. Lentement, mais irrésistiblement, la colère monte. La « paix sociale » va se rompre et avec elle l'équilibre politique disparaître.

« Quand Renault éternue, la France s'enrhume »

Depuis la Libération, les grèves bien peu nombreuses et de faible ampleur, sont fermement condamnées par le Parti communiste et le Parti socialiste. En janvier 46, les rotativistes de la presse ont débrayé mais le mouvement ne s'étend pas. En août, ils sont imités par les postiers de Bordeaux et du Sud-Ouest. Seuls, les militants anarcho-syndicalistes localement regroupés à « Force Ouvrière » animent la grève. Même échec. Le coup décisif à la paix sociale ne sera porté qu'au printemps 1947 par les travailleurs de Renault. Comme la plupart, ces derniers n'ont, devant la hausse vertigineuse des prix, d'autre ressource que la course au rendement en accélérant les cadences, ou bien de pénibles heures supplémentaires (2). Beaucoup font les deux à la fois et accomplissent jusqu'à 60 heures par semaine de travail acharné !

Depuis la nationalisation, Renault est une forteresse communiste. Le PCF contrôle la CGT de l'usine et dispose de cellules puissantes dans presque tous les ateliers. Les délégués, souvent d'anciens résistants, ont l'estime de leurs camarades, mais fidèles aux consignes du Parti, ils combattent l'idée d'une grève qui va éclater malgré eux et en marge des organisations traditionnelles.

Deux petits groupes trotskystes, l'Union communiste qui édite « *La lutte de classe* » et le PCI (IV^{ème} Internationale) qui édite « *La Vérité* » vont tenter de réunir autour d'eux les ouvriers les plus mécontents. Dans le secteur Collas une pétition circule, contre les primes à la production proposées par la CGT, et recueille 850 signatures sur 1 300 travailleurs. Par ailleurs, des anarchistes et des syndicalistes CNT, peu nombreux, popularisent aussi l'idée d'une grève. En avril, de nouvelles pétitions réclament une augmentation uniforme de 10 F sur le taux de base. Le 17, après un meeting improvisé de trois cents ouvriers, une délégation est envoyée auprès de la direction pour exiger les 10 F. La direction devant l'attitude passive de la CGT ne prend pas la menace au sérieux et se soucie peu de la formation d'un comité de grève élu le 23, à main levée, par 700 travailleurs. Pourtant, le 25 avril, ce comité installe des piquets de grève et les départements 6 et 18 débrayent. Des grévistes parcourent le reste de l'usine où ils se heurtent à l'hostilité des membres du PCF qui parfois remettent les machines en marche en dénonçant l'action des provocateurs. Le lundi suivant a lieu un meeting général Place Nationale où les grévistes réussissent à se faire entendre grâce à une puissante voiture radio prêtée par les Jeunesses Socialistes. Le soir, un tiers des travailleurs a débrayé.

La presse commence à parler de Renault. « *L'AUBE* » journal du MRP et « *LE POPULAIRE* » quotidien de la SFIO soutiennent ostensiblement les revendications des travailleurs.

Le mercredi, le comité de grève est élargi à 105 membres et malgré l'opposition de la CGT, la grève devient presque totale. Les grévistes font alors imprimer un tract massivement distribué dans le cortège syndical du 1^{er} Mai. L'isolement est rompu, la grève popularisée. Le lendemain, la CGT organise un référendum sur la poursuite de l'action : 11 300 ouvriers sont pour, 8 000 contre. La CGT alors s'incline et changeant de tactique va tenter de reprendre la direction du mouvement. L'enjeu est de taille, Renault étant un symbole des luttes ouvrières et de plus, une entreprise nationalisée. Le PCF qui a plusieurs ministres au gouvernement, se trouve en posture d'autant plus difficile que la grande presse s'empare de l'affaire en lui donnant une valeur de test. Avec Renault se trouve posé tout le problème des cadences, de la sous-alimentation, de la hausse des prix et de la misère ouvrière aiguë en ce printemps 47. Cela explique la détermination des grévistes et l'ampleur des débordements anarchistes et trotskystes. Les mots d'ordre avancés : « Nos 10 F ! Nous voulons manger ! » « Du pain pour toutes les bourses ! » « 10 F, c'est un peu plus de pain » reflètent une dure réalité à laquelle le gouvernement donne pour seule réponse : « Produisez plus et vous mangerez mieux ! Retrouvez vos manches ! ». Face à de telles revendications, le PCF ne peut se désolidariser des travailleurs en lutte, mais s'il les soutient ouvertement il doit se désolidariser d'un gouvernement qui les combat. Ramadier et les socialistes saisissant l'occasion de se débarrasser d'alliés encombrants vont provoquer le 4 mai un vote de confiance, au Parlement, sur la question des salaires et des prix. Les communistes se trouvent obligés de voter contre la politique de leur propre gouvernement et donc se désolidarisent de lui. Le soir même Ramadier ôte aux cinq ministres communistes leurs portefeuilles : Maurice Thorez (vice-président du

Conseil), François Billoux (Défense Nationale), Ambroise Croizat (Travail), Charles Tillon (Reconstruction) et G. Maranne (Santé), redeviennent de simples députés. La crise est ouverte.

Vers la guerre froide

La cause profonde de la rupture entre socialistes et communistes n'est pas dans la seule grève de Renault et dans l'agitation d'une poignée de militants trotskystes. Elle est dans la grande misère du peuple français et de tous les peuples du monde, misère à laquelle socialistes et communistes proposent des solutions opposées. En cette année 1947, les socialistes se tournent de plus en plus vers les USA dont ils attendent avec une impatience croissante l'aide technique massive et les dollars. Le PCF qui a largement contribué à relancer l'économie du pays pendant deux ans, est violemment hostile aux USA et lorgne du côté de l'URSS avec laquelle il souhaiterait un accroissement rapide des échanges. Dès lors les relations entre les deux partis vont se détériorer d'autant plus vite qu'un peu partout dans le monde la révolte gronde : en Italie, en Espagne, grèves et bagarres sont fréquentes ; en Grèce la lutte armée débute contre les troupes royales et anglaises ; en Chine, les armées révolutionnaires gagnent chaque jour du terrain malgré l'aide massive des U.S.A. aux nationalistes ; en Indonésie le peuple prend les armes pour son indépendance contre les troupes hollandaises ; à Madagascar, une sanglante révolte éclate contre les occupants français qui ne disposent que de peu de troupes, l'essentiel réprimant féroce, mais sans succès, la révolte des peuples vietnamien, khmers et lao. En bien des endroits, la tendance est donc à la révolte armée et une partie de la classe ouvrière française n'y est pas insensible. Deux ans après une paix chèrement acquise, l'opinion occidentale est lentement préparée à l'idée d'une guerre contre l'URSS et le communisme, avec cette fois les champignons atomiques d'Hiroshima et Nagasaki pour unité de mesure. Dans ce climat, le contrôle de l'Europe est fondamental pour l'URSS comme pour les USA. et l'équilibre précaire de 1945 va profondément se modifier. En Belgique comme en Italie les ministres communistes quittent leurs gouvernements respectifs pour passer dans l'opposition. Les gouvernements de coalition issus de la libération ne résistent pas au regain de tension internationale. En France à partir du mois de juin les gros titres de « *L'Humanité* » sont dirigés contre le plan Schuman. La lutte contre l'influence américaine devient la priorité des priorités pour le PCF qui va tout faire pour la mettre en échec.

Été 1947 : les premières grèves et la bataille du sucre et du blé

De juin à octobre, des incidents, souvent violents, se multiplient en raison des difficultés de ravitaillement. Le mécontentement populaire, très fort, est accentué par les bénéfices scandaleux accumulés par certains commerçants, et surtout par les intermédiaires et par des « combinards » en tout genre face auxquels le gouvernement se refuse à toute mesure énergique : « On me communique des lettres intéressantes au sujet des bénéfices des chevillards à La Villette. C'est absolument scandaleux. Je vais les communiquer à Ramadier et lui demander de prendre des mesures énergiques. On se plaint de sa nonchalance, je regrette qu'il n'y ait pas à côté de lui des services actifs et énergiques ». Cette réflexion de Vincent Auriol reflète bien l'état d'esprit du moment.

En juin éclate la première d'une série de grèves dans les services publics. La CGT lance un mot d'ordre d'arrêt de travail à la SNCF qui est suivi dans son ensemble. Mais une partie des cheminots, bien qu'en accord avec le principe de la grève, refuse de suivre et organise un syndicat autonome tandis que des éléments CGT non communistes forment un « Comité d'Action Syndicaliste » qui déclare : « Les cheminots ont dit non à la dictature de la CGT politisée, ils ont dit oui pour la défense des libertés. » Cette scission dans un secteur où la CGT était toute puissante est le premier signe d'une crise grave dans le mouvement syndical. En juin également, le 25, s'ouvre à Strasbourg le XI^{ème} Congrès du parti communiste. Duclos, Marty, Mauvais, Cachin, Frachon, Guyot siègent aux côtés de Maurice Thorez. Rien de spectaculaire ne sort de ce congrès. On y réclame « la baisse des prix », la « défense du franc ». On reste très modéré sur « l'aide américaine » qui « présente les caractéristiques de l'impérialisme », et l'on attaque que très discrètement le plan Marshall.

Pourquoi cette modération ? Parce que le virage est difficile à prendre : il faut plusieurs mois pour convaincre des travailleurs/euses à qui l'on a demandé des efforts considérables pour redresser l'économie du pays, qu'il va maintenant falloir tout faire pour bloquer une machine économique que l'on a remise en marche au prix de sacrifices énormes.

En août une nouvelle mesure gouvernementale, la réduction de la ration quotidienne de pain (qui passe à 250 g par jour), bien que prise en période de congé, fait monter la tension d'un cran : « La situation me paraît grave, d'après les lettres nombreuses que je reçois, il faut redouter des émeutes par suite du défaut de pain. » (V. Auriol). Alors on se décide à une mesure : Jules Moch (SFIO) sous prétexte de lutter contre un intense « marché noir » coordonne toutes les polices en un secrétariat unique. Si l'efficacité de cette mesure est discutable en ce qui concerne le « marché noir », elle ne le sera pas en ce qui concerne la répression des luttes populaires... Pendant ce temps, réunis à Varsovie, les délégués des partis communistes européens décident de coordonner leur action « contre l'impérialisme américain et ses alliés anglais et français ».

C'est à Verdun, le 23 septembre, qu'éclatent les premiers incidents violents. Quelques centaines de militantEs communistes et de mécontentEs bloquent des péniches dont la cargaison de sucre est destinée à l'Allemagne. Le lendemain deux autres péniches sont bloquées à Ligny-en-Barrois. Le 30, le gouvernement envoie 500 gardes mobiles, la troupe et des blindés pour prendre d'assaut les barricades défendues par les manifestantEs. Des militants arrêtés sont échangés contre un policier capturé dans les bagarres. Le sucre part en Allemagne, protégé militairement, mais à Epernay des écluses sabotées immobilisent d'autres péniches.

Octobre : grèves en série, élections, bagarres

Le 2 octobre, au cours d'un grand meeting au « Vel'd'Hiv », Thorez hausse le ton et affirme qu'il est temps « d'imposer un gouvernement démocratique où la classe ouvrière et son parti exercent enfin un rôle dirigeant ».

Le 10 octobre; les mineurs des salins de Varangeville et de Saint-Nicolas se mettent en grève pour protester contre de nouveaux envois de sucre et réclamer du pain. Pour toute réponse, le gouvernement fait charger leur cortège à Nancy et disperse les mineurs à coups de grenades. On relève trois blessés graves.

Le 13 octobre à Marseille, M. Thorez, devant 100 000 personnes, établit « le bilan de faillite organisée du gouvernement Ramadier : abandon des intérêts véritables de la France et asservissement à l'impérialisme américain ». Il lance une pétition nationale pour exiger des réparations de guerre allemandes.

Le 14 octobre « le métro » parisien s'arrête. La police à 3 h du matin chasse les grévistes du dépôt « Championnet » et le 15 défonce les portes du dépôt de Pantin pour y faire de même. Les grévistes ripostent le lendemain en attaquant les autobus conduits par des « jaunes » et un tram de pommes de terre dont ils se répartissent le contenu. Cheminots et métallurgistes menacent de se joindre au mouvement tandis que les ouvriers des Travaux Publics de Lyon et les marins du commerce débrayent. Le travail reprend le 20 octobre, veille des élections municipales qui se déroulent dans une atmosphère troublée par de fréquentes bagarres.

Le RPF anime une campagne violemment anticommuniste. On manie la matraque, le verbe et la bombe. Le 15, le RPF fait sauter le local de « *Rouge Midi* », premier d'une longue série.

Ramadier accuse l'ambassadeur d'URSS de « favoriser le transport d'armes en faveur des grévistes ». « Il faut dénoncer les manoeuvres des communistes. Quand ils étaient au gouvernement, Thorez prêchait la production à outrance ; depuis qu'ils n'y sont plus... ils font tout pour saboter la production par la provocation des grèves, non générales certes, mais généralisées et périodiques, dans le but d'énervier l'opinion et d'arriver à leur fin qui est la prise du pouvoir » déclare de son côté le Président de la République.

« *LE PROVENÇAL* » (Quotidien socialiste) traite dans un éditorial le PCF de « parti du baratin ».

Les rapports entre socialistes et communistes devenus franchement antagoniques, ces derniers se trouvent totalement isolés politiquement et vont développer une ligne très dure et sectaire. Dans ce climat, les élections municipales marquent l'écrasement du centre, un net progrès du RPF et un fort recul du PCF. Ce dernier perd de très importantes municipalités dont celle de Marseille où s'installe le RPF !

Le 28 octobre, les antifascistes parisiens descendent dans la rue pour protester contre la tenue, salle Wagram, d'un meeting d'anciens « collabos ». Les heurts avec la police, très violents, font 300 blessés. Puzzuoli, un cheminot ancien FFI succombe à ses blessures. Il est la première victime du « maintien de l'ordre » depuis la libération. La trêve sociale est bien rompue...

L'orage éclate à Marseille

Une augmentation du tarif des tramways et la présence du RPF à la Mairie vont mettre le feu aux poudres. Le 4 novembre on apprend aussi la hausse du sucre, du charbon, du gaz (52 %), des transports (30 %) et le 10 une grande manifestation est organisée à Marseille contre la vie chère. Les forces de police interviennent. Il y a des blessés légers et surtout les arrestations maintenues de quatre militants qui doivent être jugés le 12. Au jour dit une foule immense se masse devant le Palais de justice et l'envahit pendant le jugement. Les CRS dans les desquels se trouvent d'anciens résistants et FTPF n'opposent qu'une résistance symbolique. Les quatre inculpés sont libérés par la foule, les dossiers voient par les fenêtres, c'est la fête !

L'après-midi, le conseil municipal se réunit et le ton monte entre communistes et RPF qui en viennent aux mains. On se bat dans les couloirs à coups de chaises et de matraques. La plupart des conseillers dont l'ancien maire Cristofol sont blessés, ce qui provoque en fin d'après-midi un véritable assaut contre l'Hôtel de Ville solidement défendu par la police et le RPF. Dans la soirée la foule qui n'a pu prendre la mairie, se dirige vers le quartier de l'Opéra et entreprend de nettoyer les boîtes de nuit et les « maisons de passe » dans lesquelles le RPF recrute des hommes de mains. Une douzaine de boîtes sont mises à sac. Au cours de l'attaque de l'une d'elles, des truands ouvrent un feu nourri, quatre personnes sont blessées à balles et Vincent Voulant, jeune ouvrier, ancien résistant, est tué sur le coup. La nouvelle se répand dans toute la ville et à la surprise, succède la colère. Dès le lendemain, la grève est quasi générale dans Marseille. La presse communiste dénonce l'utilisation de la pègre par le RPF, mais les responsables de la fusillade sont introuvables...

La grève s'étend

Après les obsèques de Vincent Voulant qui donnent lieu à une imposante manifestation, tous ne reprennent pas le travail. Le mécontentement est trop fort et de nombreuses usines de Marseille sont occupées par des grévistes. Inquiet, le gouvernement dissout les 151^{ème} et 155^{ème} compagnies de CRS jugées peu sûres et achemine des troupes fraîches vers la ville où le 16 novembre 75 % des travailleurs sont en grève illimitée. S'y ajoutent les dockers de Sète, Port-Vendres et Port-La-Nouvelle, tandis que la région parisienne commence à bouger : minotiers de Corbeil et de Pantin et métallos de Ford, Willème (Nanterre), Mathis (Gennevilliers) débrayent.

Le 18 novembre une nouvelle étape est franchie avec l'entrée en lutte de 130 000 mineurs du nord rejoint par des métallos des aciéries qui distribuent des repas gratuits aux grévistes. À Vincennes éclatent des bagarres lorsque la police charge pour faire évacuer les travailleurs de Joliot (en grève depuis 21 jours) réfugiés dans l'usine Nicole voisine : trois blessés sont hospitalisés et plusieurs usines de Montreuil s'arrêtent en signe de protestation. Le 19, Citroën et Renault débrayent ainsi que des travailleurs d'Arles, Port-de-Bouc, La Ciotat et des mineurs de l'Aveyron. Le 21 novembre, on tend vers la grève générale avec l'ordre donné par la CGT, d'arrêt total dans la métallurgie.

Pourtant, le même jour « le comité d'Action syndicaliste » constitué quelques mois plus tôt chez les cheminots appelle ses adhérents « à s'opposer à la grève sans consultation préalable à bulletin secret ». Aux PTT un « comité d'Action syndicaliste » dénonce lui aussi, « la grève politique ». Le mouvement est donné et à la fin novembre, des syndicats autonomes plus ou moins durables fleurissent un peu partout en réaction contre la forte emprise du PCF (4). Mais, malgré ces réticences, la misère et le mécontentement sont très forts et fin novembre la tendance est à l'élargissement rapide du mouvement.

La grève se généralise : crise gouvernementale

Le mot d'ordre étant largement suivi par les métallos, le cap du million de grévistes est atteint. Les militantEs CGT communistes et socialistes et même des militantEs chrétienNEs sont uniEs dans cette première partie de la grève, véritable offensive partie de la base pour protester contre des conditions de travail et de vie déplorables. Mais très vite socialistes et chrétienNEs (CFTC) vont tenter de contenir le mouvement tandis que le PC cherche à l'étendre au maximum en constituant un Comité Central de Grève qui

publie des communiqués quotidiens et met en avant les mots d'ordre suivants : « 25 % en plus », « Minimum vital à 10 800 F », « Révision trimestrielle des salaires » et « Respect du droit syndical ». Maurice Thorez part pour Moscou puis pour la Pologne et le PC mobilise tous ses militantEs. Au gouvernement, on croit, ou l'ont fait semblant de croire que « le grand soir » va arriver :

« C'est sur les brigades internationales que les communistes comptent pour prendre le pouvoir. Des unités fortes et nombreuses auraient été constituées pour une nouvelle guerre en Espagne et auraient été entraînées en France... On a parachuté à Quimper, Epernay, Provins, Belleville-sur-Saône, Saint-Georges, etc. » (Rapport de J. Moch à V. Auriol). Le socialiste Depreux demande la levée de l'immunité parlementaire et la mise en jugement de J. Cristofol et L. David accusés d'avoir fomenté les troubles de Marseille.

Appuyés par la presse de droite (4), on envisage la manière forte. Des blindés sont envoyés sur Arras. D'autres investissent Citroën ou s'embusquent devant les usines Renault. Des bagarres éclatent et des armes (gardées par d'anciens FTP ou FFI) apparaissent dans certaines usines. Pour favoriser un « retour à la normale » Ramadier démissionne et l'on met sur pied « le plan Moch » : il consiste à « ôter aux mouvements sociaux leurs motifs légitimes de mécontentement » pour mieux isoler les militants politiques les plus durs.

En clair, le gouvernement est prêt à des concessions d'ordre économique mais à aucune d'ordre politique : les communistes ne seront pas repris au gouvernement et les institutions ne changeront pas.

Un nouveau gouvernement (21 novembre – 1^{er} décembre)

Tandis qu' « au nom de la République le président Auriol demande aux grévistes de reprendre le travail », à l'Assemblée on procède à de grandes manœuvres. Dénoncé par le PCF comme « le candidat de la 3^{ème} force », Léon Blum tente sans succès de former un ministère. Communistes et socialistes s'abreuvent quotidiennement d'injures. Pour « *Le Provençal* » le PCF devient « le parti de la démagogie » ; ses éditoriaux tels que : « Quand le communisme fait la guerre aux paysans » répondent à ceux de « *La Marseillaise* » sur « le parti américain » et « les hommes du dollar » nouvelles appellations communistes pour la SFIO.

À l'assemblée c'est la fièvre. Les injures pleuvent. Schuman est accueilli par Duclos au cri de « Voilà le boche ! » Jules Moch (d'origine juive) qui a perdu un fils dans la résistance s'entend crier depuis les bancs communistes : « Heil Hitler ! » lorsqu'il veut prendre la parole. Thorez interpelle le jeune François Mitterrand, ministre des Anciens Combattants : « Provocateur ! Vous parlez comme Goering ! ». Ces outrances verbales ne contribuent qu'à isoler un peu plus les communistes sans empêcher la formation d'un gouvernement.

Pendant ce temps « l'homme de rechange du parti américain » Robert Schuman, ministre des Finances de Ramadier constitue son ministère (5).

De son côté, une partie des travailleurs/euses durcit chaque jour un peu plus ses positions. Chez les dockers et chez les mineurs (y compris du fer) la grève est totale, chez les métallos quasi totale. La base est très combative et de nouveaux secteurs entrent en lutte : les postierEs, les instituteurs/rices, les caisses d'épargne et de nombreuses petites entreprises. À Lyon le 27 novembre des bagarres éclatent. La police charge un cortège et fait trois blessés graves. Le 28 on dénombre 1 500 000 grévistes et un « Comité National de Grève » remplace le « Comité Central de Grève ». « Il se donne pour but d'aider et d'assurer la coordination dans l'action en cours sans toutefois remplacer les organisations syndicales régulières. En particulier il veillera à ce que des efforts suffisants soient faits pour la défense de la grève dans les centres et sur les points décisifs. » Ce dernier point entraîne la création ou le renforcement de piquets de grève occupant les lieux de travail et prêts à les défendre militairement (6). Dans les jours suivants malgré le freinage de plus en plus net de la SFIO (dans la CGT) et de la CFTC, la grève continue de s'étendre touchant les petits ateliers textiles de Lyon, les usines à gaz de Paris qui s'arrêtent toutes, les PTT où elle se généralise et même les départements algériens. Dans l'Aude 20 000 ouvrierEs agricoles cessent le travail. Le 1^{er} décembre on compte 1 900 000 grévistes. La solidarité s'organise et en bien des endroits des marins pêcheurs, des paysanNEs et des petitEs commerçantEs ravitaillent les grévistes. La situation très tendue devient insurrectionnelle.

Situation insurrectionnelle, rappel des troupes (1^{er} - 9 décembre)

Le 1er décembre le gouvernement frappe un grand coup en votant une série de lois répressives dont le rappel de 80 000 hommes mis immédiatement à la disposition du ministère de l'intérieur. Des peines très lourdes sont prévues pour les grévistes.

La presse communiste titre sur « La République en Danger » et « les lois scélérates » qui entraînent « la suppression de la liberté syndicale, de la liberté de presse et de la liberté individuelle » .

En plus des piquets de grève le PC appelle à la formation de « Comités de Défense de la République » (CDR). Pour toute réponse le gouvernement fait saisir les éditions du 1^{er} décembre de « *Ce soir* », « *L'Humanité* », « *Valmy* » (Montluçon), « *La Gironde populaire* », « *Le travailleur Alpin* » (Gap), « *La Voix de la Patrie* » (Montpellier). Des diffuseurs sont arrêtés, les sièges des journaux perquisitionnés, du matériel d'imprimerie détruit. Garaudy au nom du PC répond par un violent discours contre les lois et un très long article sur les événements de Saint-Étienne auxquels il donne une valeur exemplaire.

Fraternisations, soutien de la population, nouveaux affrontements

À Saint-Étienne les travailleurs/euses réunis à la Bourse du Travail le 2 décembre sont violemment chargés par les gardes mobiles. Gaz et matraques font un moment reculer les grévistes qui se ressaisissent et contre-attaquent à coups de boulons et de barres de fer. Les mobiles sont repoussés et encerclés. Le préfet fait appel à la troupe pour dégager les mobiles, mais les soldats fraternisent avec les ouvriers. Plusieurs automitrailleuses surmontées de drapeaux rouges marchent contre les mobiles qui préfèrent parlementer. Le préfet reçoit une délégation syndicale et après de belles promesses renvoie les troupes mutinées dans leurs quartiers. À Châteauroux et en Avignon la troupe envoyée pour reprendre la gare aux grévistes fraternise et défile dans les deux villes en chantant « l'Internationale » et « le Chant du 17^{ème} ».

À Paris comme en province plusieurs usines sont évacuées par la force et les affrontements se multiplient. À Nice, Brest, Grenoble, Limoges, la gare, la poste centrale ou les usines à gaz changent plusieurs fois de mains. À Toulouse les grévistes de l'ONIA repoussent la police. Dans la Région Parisienne et dans « le pays noir » les armes apparaissent de plus en plus nombreuses dans les usines et les puits. Des piquets de grève volants circulent en camion dans les points chauds, des liaisons sont organisées par motos. Le 4 décembre, après une journée d'affrontement, le pays minier reste aux mains des grévistes qui établissent même des contrôles routiers autour de Noeuds-les-Mines, Bruay, etc. À Boulogne-Billancourt des grévistes chassés de l'usine Salmson contre-attaquent avec un tracteur d'aviation en défonçant les murs pour y ouvrir des brèches. Les mobiles sont délogés et les ateliers repris. À Béziers 40 000 grévistes prennent d'assaut l'Hôtel-de-Ville et l'occupent malgré les grenades. Marseille ressemble à une ville assiégée. Dans certains quartiers des barricades permanentes et des chicanes interdisent la circulation. La police attaque violemment les dépôts de tramways et les usines Rocca-Tassy-Deroux.

Nouvelles victimes ; sabotages ; fusillades

L'ensemble de ces affrontements fait des milliers de blessés dans les deux camps. À partir du 4 les manifestations et leur répression deviennent encore plus violentes. Le gouvernement joue sur deux plans : faire des concessions là où le patronat l'accorde, frapper très fort et briser la grève ailleurs. Il mobilise même les cadres et la maîtrise pour remettre partiellement en marche la RATP et la SNCF. C'est ainsi qu'un rapide Paris-Lille déraille au niveau d'Arras. Les rails ont été déboulonnés et dans les tôles tordues on relève 16 morts et de nombreux blessés. La presse de droite utilise à fond l'accident traitant les cheminots grévistes d'assassins. « Les assassins c'est vous ! » tonne Charles Tillon à l'Assemblée, accusant un groupe d'extrême-droite d'avoir coupé la voie et la maîtrise et les cadres de vouloir faire rouler les convois alors qu'ils en sont incapables.

Le 5 décembre l'affaire de Valence vient confirmer le fait que le gouvernement est prêt à frapper très fort. À Valence au cours d'une bagarre autour de la gare la police tire à balles à plusieurs reprises. Raymond Pinel et Adolphe Challat sont tués sur le coup, dix autres manifestants blessés à balles. Le gouvernement procède à plus de 4000 arrestations de militantEs dans tout le pays. Les condamnations à de fortes peines de prison se succèdent sans venir à bout du mouvement bien que les éléments les plus modérés se montrent de plus en

plus hostiles à la grève. Le 8 décembre plus de 10 000 soldats avec tanks et automitrailleuses investissent « le pays noir » tandis que la police tente sans succès deux assauts contre les usines à gaz de Paris et que des bagarres éclatent à Briey (mines de fer). La presse communiste insiste sur les violences et les fraternisations mais une partie des militantEs ouvrierEs de la SFIO entraînant les hésitantEs dénonce le caractère insurrectionnel et politique de la grève. Les militantEs CFTC sont diviséEs. Beaucoup dénoncent la répression violente et les lois anti-grèves mais bien peu sont prêts à l'insurrection. En décembre la CFTC s'oppose ouvertement à la poursuite du mouvement. Dans bien des usines des bagarres éclatent entre des grévistes et des non-grévistes dont un nombre croissant chaque jour de membres de la CGT - désorientéEs par la tournure des grèves - la lassitude et la peur de l'avenir provoquent la reprise dans certains secteurs. Jouhaux et les socialistes de la CGT tentent d'accélérer ce mouvement de reprise en multipliant les démarches pour obtenir du gouvernement et du patronat quelques concessions immédiates.

Des secteurs entiers ont mal suivi le mouvement de grève tels l'enseignement supérieur, secondaire et une partie du primaire où les militants socialistes et modérés sont nombreux. Cela annonce la grande scission de la « Fédération de l'Education Nationale » dans les mois suivants.

Cependant le PC garde des positions très fortes dans les mines, chez les cheminots, les dockers, dans toute la région Nîmes-Valence-Marseille et dans certaines usines parisiennes. Dans ces secteurs bien des militantEs communistes croient à un possible « grand soir » et se préparent à des combats encore plus durs. Aussi la surprise est grande lorsque le 10 décembre au matin ils apprennent brusquement qu'il faut reprendre le travail.

« Salut à ceux des nôtres qui sont tombés »

L'amertume est grande dans les corons et dans les quartiers populaires en lisant l'ordre de reprise. Un mois de privations, des arrestations, des blessés, des morts pour 1 500 F par mois et de belles promesses.

Le PC sentant sans doute que le rapport de force national se dégradait chaque jour, que l'insurrection ne serait certainement pas victorieuse, arrêta tout, choquant profondément les militants les plus durs qui avaient tenu et pouvaient encore tenir. Après avoir prôné une politique productiviste à outrance, il avait voulu bloquer la machine économique pour faire place à l'impérialisme américain et décourager les investissements. Mais en cet hiver 1947 beaucoup ne comprennent pas. L'espoir du « Grand Soir » né chez les militantEs les plus durEs retombe et avec lui l'enthousiasme. Le Parti va s'enfoncer pour de longues années dans l'isolement. Les espérances de la libération fondent avec l'échec de 1947. Les effectifs communistes vont connaître à partir de cette date une érosion lente mais régulière.

L'éclatement syndical : « Force Ouvrière » et la « Fédération de l'Education Nationale » (FEN)

À la CGT le traumatisme est profond. Les éléments les plus durs sont déçus tandis que les plus modérés sont apeurés. Des sections entières feront scission pour former une nouvelle centrale « Force Ouvrière ».

L'unité de la CGT était précaire, péniblement acquise en avril 1946 au cours du premier congrès depuis la guerre, elle ne résiste pas au choc de la grève. Animés par Léon Jouhaux, les militantEs socialistes se sont regroupéEs depuis plusieurs mois en une tendance appelée « Force Ouvrière ». Les méthodes bureaucratiques et autoritaires, l'appui inconditionnel à Moscou et l'attitude très dure des militantEs communistes dans la CGT provoquent des heurts de plus en plus violents avec les militantEs les plus modérés, pouvant aller jusqu'à l'affrontement physique (7).

Dans le climat de « Guerre froide » de la fin 1947 bien des dirigeants politiques vont savoir mettre en relief les erreurs et les excès du PCF pour provoquer une importante scission à la CGT. Dès le 30 novembre les militantEs « Force Ouvrière » (de la CGT) ont accepté le plan Daniel Mayer tentant de consolider le pouvoir d'achat du Franc, et des négociations séparées ont lieu avec les membres du gouvernement. À la base le fossé se creuse chaque jour un peu plus entre militantEs CGT majoritaires et CGT-FO minoritaires.

Le 18 décembre 1947 la scission est consommée à la salle des Horticulteurs à Paris. Une nouvelle organisation syndicale est née : « Force Ouvrière ». Il reste à l'organiser ce qui n'ira pas sans problèmes financiers. L'aide des syndicats des USA et de l'Europe du Nord heureux de l'aubaine sera décisive.

Dans l'enseignement la commotion est forte. À Pâques 1948, les enseignantEs choisissent de se retrancher dans l'autonomie et le corporatisme avec la création de la puissante FEN (8).

Les effectifs de la CGT subissent une baisse impressionnante : 5 000 000 de membres en 1947 contre 3 200 000 en 1948. Or, « Force Ouvrière » ne compte que 500 000 adhérentEs à cette date. Trois cent mille militantEs ont rejoint divers syndicats autonomes (9) tandis qu'un million de travailleurs/euses refusent de reprendre une carte syndicale. C'est donc le mouvement syndical dans son ensemble qui encaisse rudement les grèves manquées de l'automne 1947.

Au gouvernement l'alerte a été chaude et les socialistes ont dû s'appuyer sur le centre et la droite. Socialistes et communistes se retrouvent face à face pour plusieurs années. Mais l'ordre de reprise n'a rien réglé. Dès l'année suivante les mineurs toujours exploités se révoltent. En 1948 aussi les grèves seront dures...

Le ministère Schuman

Présidence du Conseil Robert Schuman

Affaires étrangères ... Bidault

Justice André Marie

Intérieur Jules Moch

Forces armées Teitgen

Finances et économie..... René Mayer

France d'outre-mer ... Paul Coste-Floret

Éducation nationale... Naegelen

Travail Daniel Mayer

Agriculture Pfimlin

Anciens combattants... Mitterrand

Santé publique Mme Poinsot-Chapuis

Reconstruction René Coty

Travaux publics Pineau

Industrie et commerce Lacoste

Les lois anti-grève

- Rappel de 80 000 hommes du contingent mis à disposition du ministre de l'Intérieur.

- Peines de 6 mois à 2 ans de prison et de fortes amendes pour menaces, obstruction, ou toute action amenant ou maintenant la cessation du travail.

- Révocation de fonctionnaires grévistes.

- Peines doubles et procédure de flagrant délit pour les porteurs d'armes et les saboteurs.

Ces lois sont valables du 30-11-47 au 31-5-48.

La décision de reprise générale du travail (12 décembre)

... « Après quatre semaines de lutte, les travailleurs obtiennent :

- 1 500 francs par mois à compter du 24 novembre à tous grévistes ou non.

- Pas de blocage des salaires.

- Stabilisation du rapport entre les salaires et les prix jusqu'au mois de juin.

- Minimum vital à partir du 1er décembre.

- Aucune sanction corporative pour fait de grève. »

La résolution du conseil national de grève rend hommage au courage et à la ténacité des grévistes. Elle souligne l'emploi qui a été fait de la force et les actes de solidarité des différentes catégories de travailleurs, cependant : « Les manœuvres de la réaction sont parvenues à entamer notre front de lutte sur plusieurs points. Il faut regrouper et rassembler nos forces pour les combats futurs qui seront rudes. Nous

prenons la responsabilité de donner l'ordre de repli. Ceux qui tiennent magnifiquement, dont les forces sont intactes et la combativité inentamée nous comprendront... Nous mènerons une action incessante pour arracher à la prison nos camarades emprisonnés... Le gouvernement aura en face de lui dans chaque prolétaire, un adversaire résolu à combattre sa politique de la faim, pour le bien du peuple, pour le pain, pour la liberté et l'indépendance.

Salut à ceux des nôtres qui sont tombés sous les coups du gouvernement dans le combat pour tous.

Salut et gloire à nos morts.

Salut et courage à ceux que nous devons arracher aux cachots. »

NOTES :

(1) Beurres - Oeufs - Fromages

(2) La loi du 25-2-1946 édictée par le ministre communiste du Travail indique dans son article 3 : « Les heures supplémentaires de travail peuvent être effectuées dans la limite de 20 heures ». Ce qui revient à reconnaître la semaine de 60 heures.

(3) La mairie compte 25 conseillers RPF, 24 communistes, 9 socialistes et 5 MRP. Les socialistes ayant refusé leur appui à Cristofol (PC), ce dernier a perdu le siège de maire.

(4) « *L'Aurore* » réclame le licenciement immédiat de tous les fonctionnaires communistes.

(5) On y dénombre : 9 M.R.P., 6 socialistes, 4 rassemblement des gauches et 1 indépendant.

(6) Dans bien des usines on stocke des boulons, des frondes, des bacs d'acide (sur les toits) et quelques fois même des cocktails molotov et des armes.

(7) Dans le pays minier des ouvriers CGT non grévistes affrontent à plusieurs reprises leurs camarades CGT grévistes.

(8) Le maintien à la CGT est repoussé par 54 950 voix contre 33 950. Le rattachement à FO est repoussé par 64 480 voix contre 21 550. La solution de compromis de l'autonomie est finalement adoptée par 72 000 voix contre 15 000. Cette autonomie provisoire dans l'esprit des adhérentEs se perpétue de nos jours et les membres de la FEN ne sont toujours pas rattachés à une centrale ouvrière. Seuls des membres « du technique » adhèrent directement à la CGT tandis que les membres du SGEN sont devenus la branche Education Nationale de la CFDT.

(9) À la RATP se constitue le « Syndicat Général des Agents de Métro » encore puissant en 1975.

LUTTES OUVRIÈRES



ÉDITIONS FLORÉAL

LES DOSSIERS D'HISTOIRE POPULAIRE